

FRANCE-IRAN

Confiance puis défiance

La relation qu'entretient la France avec l'Iran s'inscrit dans une histoire longue et complexe. Empreinte d'une fascination réciproque, elle a connu son apogée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais la révolution islamique de 1979, comme les désaccords politiques portant sur le nucléaire, l'ont mise à mal.

PAR EMMANUEL RAZAVI

Si les relations entre l'Iran et la France commencent vers 1650 et prennent leur essor avec l'envoi, par Napoléon I^{er}, du général Gardane comme ambassadeur résidant à Téhéran en 1807, la relation entre les deux pays culmine à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 27 novembre 1944, le général de Gaulle, qui fait route vers Moscou pour y rencontrer Staline, fait halte à Téhéran. Il souhaite faire la connaissance du nouveau roi d'Iran, Mohammad Reza, installé sur le trône depuis 1941, après que son père a abdiqué en sa faveur sous la pression des Alliés, qui lui reprochaient une certaine bienveillance vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Si Mohammad Reza est proche des États-Unis, son attachement à la culture et la langue françaises le dispose à tisser des liens culturels et économiques avec la France. De Gaulle, lui, se montre très sensible à la personnalité du chah, qui a reconnu, dès l'été 1942, la légitimité de la France libre.

Des intérêts réciproques

De son côté, le jeune roi considère le Général comme une «personnalité hors du commun», qui lui témoigne un respect qu'aucun autre des représentants des pays alliés ne lui avait jusqu'alors marqué. Il racontera plus tard, dans son livre posthume *Réponses à l'His-*

toire (Albin Michel, 1981): «En l'écoutant parler de la France, j'entendais comme l'écho des ambitions que je nourrissais pour ma patrie: la retrouver indépendante à l'intérieur de ses frontières. Cet ardent patriote aura été pour moi un guide.» Pour qui veut comprendre la complexité de l'âme persane,

Charles et le chah Proche du souverain Pahlavi depuis la guerre, le chef de l'État effectue un séjour à Téhéran en 1963, qui soude les liens économiques et culturels entre les deux pays. Jacques Faizant, *Paris-Presse L'Intransigeant* (22 octobre 1963).

les travaux de l'historien Yves Bomati sont incontournables. De l'étude des *Grandes Figures de l'Iran* (Perrin, 2015) à sa dernière publication, *Les Assassins d'Alamût* (Armand Colin, 2024), ses ouvrages permettent d'appréhender les ressorts de la psyché politique iranienne, laquelle détermine les relations complexes que l'Iran entretient avec l'Occident. Voici ce qu'il raconte: «Un intérêt réciproque naquit entre de Gaulle et Mohammad Reza Pahlavi qui prit pour modèle ce général français nationaliste et patriote, tout comme son père avait suivi les traces de Kemal Atatürk. Ainsi, la visite que le Général effectua ensuite avec son épouse, du 16 au 20 octobre 1963 à Téhéran, s'inscrivit dans ce sillage. Il concrétisa cette amitié par la pose de la ...





KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Triomphe Pour célébrer les deux mille cinq cents ans de l'Empire perse, Mohammad Reza Pahlavi convie, le 16 octobre 1971 à Persépolis, chefs de gouvernement – ici le Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, et son épouse – et têtes couronnées du monde entier.

... première pierre du lycée français, et par la visite de l'académie militaire où le chah avait fait ses classes. Par-delà la politique, c'était à une alliance culturelle que les deux pays appelaient, alliance qui permet, plus que la possession d'un territoire colonisé, d'engager des relations de coopération adultes et durables, sans que soit pour autant

oublié l'intérêt stratégique [...].» Cette même année, le chah d'Iran, qui entend faire sortir son pays du tiers-monde, lance la «révolution blanche». Dans un contexte de réformes modernisatrices, il demande aux élites iraniennes d'envoyer leurs enfants dans des collèges français, puis de les encourager à poursuivre leurs études dans de grandes

écoles et des universités prestigieuses à Paris, Lyon, Bordeaux et Montpellier. Une fois diplômés, ces jeunes Iraniens devront rentrer en Iran pour y occuper des postes à responsabilités au sein de l'administration, de la diplomatie, des hôpitaux et des entreprises de travaux publics. Nombre d'entre eux prendront la nationalité française et resteront en France, constituant un lien culturel entre les deux pays.

Sous Pompidou et Giscard: un songe des Mille et une nuits

Téhéran et Paris vont dès lors entretenir des relations en apparence solides. En mai 1968, le Premier ministre, Georges Pompidou, lors d'un déplacement en Iran, avoue être frappé «par le désir de culture française que l'on rencontre en Iran, en particulier à Téhéran, à Ispahan et ailleurs». Lorsque Valéry Giscard d'Estaing accède à l'Élysée en 1974, la relation franco-iranienne semble au beau fixe. La France est, à l'époque, le cinquième fournisseur industriel de l'Iran. C'est donc dans un contexte de quasi-euphorie qu'il effectue, en 1976, un voyage officiel à Téhéran. Durant ce séjour, le président français et le chah se mettent d'accord sur un programme de coopération économique d'un montant de 30 milliards de francs qui comprend notamment la construction d'une centrale électrique thermique à Tabriz, d'une ligne de chemin de fer entre Téhéran et Bandar-Shahpour, et de deux centrales nucléaires.

Entre la France et le pays des rois, des mages et des poètes, l'entente tient presque d'un songe des *Mille et Une Nuits*. Et les accords portant sur le nucléaire iranien n'y sont pas pour rien. En 1974, le chah a en effet proposé à Jacques Chirac, Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, de prêter un milliard de dollars à la France, afin de construire une usine d'enrichissement d'uranium. Son objectif: faire de l'Iran une puissance nucléaire. Il charge Akbar Etemad, patron de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, de la mise en place d'un accord avec Georges



GILBERT UZAN/GAMMA-RAPHO

La France a-t-elle trahi le chah en accueillant Khomeyni ?

Le 6 octobre 1978, l'ayatollah Khomeyni, principal opposant au chah d'Iran, est accueilli en France. Il s'installe à Neauphle-le-Château (78), en région parisienne, où le rejoignent plusieurs de ses disciples. Parmi eux, Mohsen Sazegara, un étudiant en histoire, qui a pour tâche de créer une armée du peuple qui prendra le nom, quelques mois plus tard, de Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran). Lorsque le vieil imam émet le souhait de retourner à Téhéran, le gouvernement français met à sa disposition un Boeing 747 et un équipage de la compagnie Air France. Le 1^{er} février 1979, l'aéronef décolle depuis Roissy, en direction de Téhéran. À son bord, une cinquantaine de collaborateurs du futur guide suprême de la révolution islamique, et pas moins de 150 journalistes. Pour les révolutionnaires iraniens, C'est « l'avion du retour au pays ». À son arrivée, alors que Khomeyni descend les marches de l'avion, une partie de la foule, réunie sur le tarmac de l'aéroport de Téhéran, se prosterne à ses pieds, face aux couleurs de la France dessinées sur l'appareil. De nombreux Iraniens reprochent alors à Paris d'avoir trahi Mohammad Reza Pahlavi. L'historien et ancien diplomate franco-iranien, Iradj Amini, affirme pourtant que « Giscard n'a pas laissé tomber le chah. À plusieurs reprises, il lui a suggéré, par l'entremise de l'ancien ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, et d'Alexandre de Marenches, le patron des services secrets français, d'expulser Khomeyni. C'est le chah qui a refusé ». E. R.

Besse, le président du directoire d'Eurodif, usine spécialisée dans l'enrichissement d'uranium installée à Tricastin, dans la Drôme. Le contrat prévoit l'approvisionnement de l'Iran en uranium enrichi, la construction d'un centre nucléaire doté de trois réacteurs, l'exploitation en commun des gisements d'uranium qui seront découverts en Iran, et la formation d'ingénieurs et de scientifiques iraniens. Le gouvernement iranien deviendra actionnaire d'Eurodif, ce qui lui donnera droit à 10 % de l'uranium produit sur le site.

1979: la France dans la tourmente de la révolution iranienne

Alors que l'Iran se modernise, la politique du chah est de plus en plus contestée par des organisations politiques d'extrême gauche, qui disposent de solides relais d'opinion en Europe et aux États-Unis. Elles reprochent au monarque de s'être aligné sur les puissances occidentales au détriment des intérêts du peuple iranien. Elles l'accusent aussi de mener, avec l'appui de son service de renseignement,



BERNARD DERENNE/GAMMA-RAPHO

Décompte À partir de mars 1986, le journal télévisé d'Antenne 2 commence tous les soirs par la photo des otages enlevés par le Hezbollah, accompagnée du nombre de jours passés en détention. Ils seront finalement libérés le 4 mai 1988.

la SAVAK, une politique répressive. Parmi les contestataires se trouvent des communistes et les Moudjahidin du peuple iranien, une organisation islamo-marxiste armée, favorable à une alliance avec les mollahs, et plus particulièrement avec l'un d'entre eux, l'imam Khomeyni (1902-1989). Ce

dernier est lié à un groupuscule terroriste chiite, les Fedayins de l'islam, qui sont impliqués dans plusieurs attentats contre des personnalités politiques iraniennes. Khomeyni est surtout connu pour s'être opposé au chah, après que ce dernier a décrété la «révolution blanche», lors de laquelle il a racheté à bas prix les terres du clergé iranien pour les redistribuer aux ouvriers agricoles. Il assure également que le souverain a fait assassiner l'un de ses fils – sans que ce ne soit jamais prouvé.

Contraint par le monarque à l'exil, d'abord en Turquie puis en Irak, le religieux finit par se rendre en France, à l'automne 1978 (*lire l'encadré p. 62*). C'est là qu'il décide de la création du Corps des gardiens de la révolution islamique qui deviendra, quelques mois plus tard, le bras armé du nouveau régime. Lors d'une conférence de presse, le 21 novembre 1978, le président Giscard d'Estaing, répondant à la question d'un journaliste sur la liberté de parole dont jouit l'ayatollah, explique qu'il «[est] venu en France dans des conditions régulières et il s'[est] installé non pas comme un réfugié politique dont il n'avait pas le statut, mais comme un étranger en résidence en France». Une déclaration qui fait l'effet d'une trahison pour les soutiens • • •

Le soutien des intellectuels français à la révolution

En 1979, plusieurs intellectuels proches de la gauche française soutiennent la révolution islamique iranienne. Alors que Khomeyni a écrit que «le djihad signifie la conquête de tous les territoires non-musulmans» et qu'«une telle guerre pourrait bien être déclarée après la formation d'un gouvernement islamique digne de ce nom», aucun d'entre eux ne semble pourtant l'avoir lu.

Jean-Paul Sartre (1905-1980), qui fait alors partie de son comité de soutien, prononce, en référence au philosophe iranien Ali Shariati qu'il considère, à l'époque, comme l'idéologue de la révolution iranienne, cette phrase qui en dit long : «Je n'ai pas de religion, mais si je devais en choisir une, ce serait celle de Shariati.» Le philosophe Michel Foucault (1926-1984) couvre, quant à lui, par deux fois la révolution iranienne – en septembre et novembre 1978 – pour le compte du *Nouvel Observateur* et du quotidien italien *Corriere della Sera*. Envoûté par le futur bourreau de l'Iran, il écrit : «Peut-être les sujets révoltés du chah sont-ils en train de rechercher cette chose que nous avons oubliée depuis si longtemps en Europe : une spiritualité politique.» Voici encore comment le philosophe décrit l'ayatollah se dressant face au chah : «La situation semble être suspendue à une grande joute entre deux personnages aux blasons traditionnels : le roi et le saint, le souverain en armes et l'exilé démuné ; le despote avec en face de lui l'homme qui se dresse les mains nues, acclamé par un peuple.» E. R.

... du chah. L'historien Yves Bomati revient sur cette période: «Giscard d'Estaing n'était pas de Gaulle, loin de là. Le mépris qu'il montrait envers le chah qu'il traita dans l'intimité de "nouveau riche", lors de son voyage en Iran en 1976, affleurait sous son apparente politesse et son soutien affiché. [...] Sa duplicité envers la monarchie des Pahlavi s'accorda sans problème avec les autres acteurs occidentaux – États-Unis, RFA, Royaume-Uni – qui, lors de la conférence de la Guadeloupe qu'il organisa du 4 au 7 janvier 1979, lâchèrent définitivement le chah au profit de Khomeyni. Sans doute comptaient-ils faire de ce dernier leur marionnette, et contrôler les ressources énergétiques iraniennes.» Face aux révolutionnaires qui réclament son départ, Mohammad Reza Pahlavi quitte Téhéran le 16 janvier 1979. Il n'y reviendra jamais.

L'atome iranien et les années de sang

Le 1^{er} février 1979, Khomeyni rentre en Iran. Son retour comme sa victoire sont commentés avec enthousiasme par des intellectuels français tels Sartre et Foucault (*lire l'encadré p. 63*) qui, par ailleurs, ne font preuve d'aucune compassion pour les exactions commises à Téhéran par les sicaires aux ordres

“La libération des otages français en contrepartie du règlement du contentieux nucléaire franco-iranien”

du vieux religieux. Dès son accession au pouvoir, Khomeyni fait savoir au président Giscard d'Estaing qu'entre la France et l'Iran «quelques accords devraient être révisés [...]». Dans sa ligne de mire, il y a le programme Eurodif. À cette époque, un Franco-Iranien, Matthieu Ghadiri, infiltre le Corps des gardiens de la révolution pour le compte des services secrets français. Auteur du livre *Notre agent iranien* (Nouveau Monde, 2024), son témoignage est exceptionnel. Il se souvient: «Quand il a pris le pouvoir, Khomeyni n'a pas mesuré l'importance du contrat Eurodif signé avec la France. Il voulait juste récupérer l'argent investi par le chah. Mais à partir de 1982, il comprend enfin que les investissements iraniens dans Eurodif peuvent lui permettre d'obte-

nir la bombe atomique. La France, de son côté, a décidé de rompre les accords avec la République islamique d'Iran, quitte à rembourser ce qu'elle lui doit. Sauf que les Iraniens ne voulaient plus l'argent, mais la technologie française. Face au refus définitif d'un partenariat avec Paris, Téhéran finit par réclamer à nouveau l'argent. Comme celui-ci ne lui est pas remis, le Hezbollah, filiale des gardiens de la révolution islamique créée en 1982 au Liban sur ordre de Khomeyni, se livre à des actions terroristes et enlève des ressortissants français pour mettre la pression.»

Le 23 octobre 1983, Téhéran commande un attentat à l'explosif au Liban, contre les soldats du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes français, qui ont établi leur cantonnement

150 ans de coopération culturelle

La France et l'Iran partagent une longue histoire en matière de coopération culturelle, notamment dans les domaines de l'éducation, du cinéma, de l'architecture et de la musique. Dès 1837, des écoles lazaristes sont créées par des missionnaires français. Rapidement, l'influence française prend de l'importance au sein de l'élite iranienne, passionnée par les sciences, la médecine et l'humanisme des Lumières. Une première école française pour jeunes filles iraniennes, le lycée Jeanne-d'Arc, ouvre à Téhéran en 1865. Puis, en 1950, le lycée franco-iranien Razi voit le jour. En près d'un siècle, la plupart des Iraniens appartenant à l'aristocratie et à la bourgeoisie apprennent à parler français, nombre d'entre eux poursuivant leurs études supérieures en France. Le gouvernement iranien veut qu'à



leur retour, ils participent activement à la modernisation de l'Iran. La France, de son côté, considère ces jeunes Iraniens comme la pièce maîtresse de sa stratégie d'influence dans le pays. Malgré la révolution de 1979, l'Institut français de recherche en Iran (IFRI) naît en 1983 de la fusion de la Délégation archéologique française en Iran et de l'Institut français d'iranologie de Téhéran, fondé par le célèbre iranologue Henry Corbin (*photo*).

La mission de l'IFRI concerne l'ensemble des cultures marquées par celle de l'Iran. Équipé d'une bibliothèque qui compte plus de 28 000 livres, l'honorable institut apparaît aujourd'hui comme le point de rencontre incontournable pour les chercheurs français qui s'intéressent à l'Iran. E. R.

dans un immeuble baptisé «Drakkar», à Beyrouth; 58 d'entre eux, engagés au sein de la force de maintien de la paix, trouvent la mort dans l'explosion. Le 22 mars 1985, deux diplomates français, Marcel Carton et Marcel Fontaine, sont enlevés par des djihadistes de la milice pro-iranienne. Le 22 mai, le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le sociologue Michel Seurat sont kidnappés. Entre 1985 et 1986, pas moins de 14 attentats sont orchestrés par l'Iran et le Hezbollah contre les intérêts français. Le 8 mars 1986, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa et Jean-Louis Normandin, journalistes à Antenne 2, sont enlevés. En 1987, c'est au tour d'un autre reporter, Roger Auque. Le 17 novembre, le P-DG de Renault, Georges Besse, est assassiné par deux membres du groupe Action directe. Ont-ils agi sur commande de Téhéran? Plusieurs éléments le laissent penser, bien que le mystère demeure. La libération des otages français intervient finalement en 1988, en contrepartie du règlement du contentieux nucléaire franco-iranien. L'Iran récupère son argent; Khomeyni a gagné. Mais la rupture entre Paris et Téhéran est consommée pour longtemps.

«Femme, Vie, liberté»: les contestataires iraniens attendent un soutien de la France

Si Jacques Chirac affirme, en 2007, qu'il n'est «pas tellement dangereux que l'Iran ait une bombe nucléaire», son successeur fraîchement élu, Nicolas Sarkozy, assènera, quelques mois plus tard, qu'«un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable», ajoutant, avec raison: la crise autour de l'Iran est «sans doute la plus grave qui pèse sur l'ordre international». Il faudra attendre l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République pour qu'une relation en apparence apaisée reprenne avec la République islamique d'Iran, à partir de 2013.

Cependant, si de grandes entreprises françaises investissent dans des

projets en Iran, les mollahs ne joueront jamais franc-jeu avec Paris. En dépit des accords de Vienne de 2015 portant sur le nucléaire iranien – dans lesquels la France a joué un rôle important – leur relation sera jalonnée par les menaces et les coups bas des dirigeants de la République islamique, qui iront jusqu'à prendre en otages plusieurs ressortissants français, dont trois sont encore détenus en Iran.

Depuis septembre 2022, la République islamique fait toutefois face à une contestation populaire qui la fragilise. Dans un pays d'environ 88 millions d'habitants, où la moyenne d'âge

phane Séjourné, à son homologue Hossein Amir Abdollahian (1964-2024), dans les locaux de la mission diplomatique française à New York, quelques heures après la pendaison d'un manifestant, Mohammad Ghobadlou.

La diaspora iranienne de France, qui compte près de 25 000 âmes, s'est aussi montrée très critique à l'égard de la position française. Pour Yves Bomati, «la France demeure surtout préoccupée par la question nucléaire et l'abandon partiel des termes de l'accord de Vienne de 2015. À ses yeux, un retour de la diplomatie reste indispensable. Les gesticulations de nos politiques en ce sens ne



AMAUROY CORNU/HANS LUCAS

Crédibilité La communauté franco-iranienne suit avec inquiétude les événements qui secouent actuellement la République islamique : Paris saura-t-il tenir son rôle de soutien aux opposants ? Manifestation place du Panthéon, le 5 novembre 2024.

est de 32 ans, les jeunes Iraniens s'attendaient à ce que la France se tienne à leurs côtés. Mais deux événements les ont amenés à porter un jugement sévère sur la politique iranienne du président français Emmanuel Macron. Il y a d'abord eu sa poignée de main au président Ebrahim Raïssi (1960-2024) – surnommé, en Iran, le «boucher de Téhéran» – cinq jours après le début du soulèvement «Femme, vie, liberté», en réponse à l'assassinat, par la police des mœurs, de Mahsa Amini, une Iranienne de 22 ans. Puis, le 23 janvier 2024, l'accueil chaleureux réservé par le ministre français des Affaires étrangères, Sté-

semblent cependant guère émouvoir, pour l'instant, le régime iranien [...]. Seule certitude: alors que la République islamique d'Iran est très affaiblie par la destruction de ses «proxys» au Proche-Orient – Syrie, Hezbollah –, une crise économique d'une extrême gravité, et une révolution que rien ne semble pouvoir arrêter, la France, pour retrouver de la crédibilité aux yeux de la jeunesse iranienne, va devoir montrer qu'elle se démarque des mollahs, et miser sur l'opposition laïque et démocratique iranienne. Sans cela, elle abîmera davantage sa relation avec ceux qui incarnent, déjà, l'Iran de demain. ■